

## « Il ne faut pas tout attendre de la loi grand âge et autonomie »

Article 16/10/2019



**Jérôme Guedj (conseiller départemental de l'Essonne) et Didier Sapy (Fnaqpa). Crédit: Patrick Dagonnot/EHPA**

*Pour Jérôme Guedj, conseiller départemental de l'Essonne, et Didier Sapy, directeur général de la Fnaqpa, la future loi ne répondra que partiellement aux attentes, et pas tout de suite. D'où l'importance, en attendant "une vision politique globale", de "maintenir une pression citoyenne" et de "continuer à travailler" en parallèle.*

Gestionnaires d'Ehpad, ne mettez pas tous vos oeufs dans le panier de la future loi "grand âge et autonomie", ont prévenu Jérôme Guedj et Didier Sapy le 15 octobre aux Assises nationales des médecins coordonnateurs et des infirmières coordinatrices, organisées par le groupe EHPA Presse.

Le conseiller départemental (PS) de l'Essonne a d'abord fait un point sur les événements ayant émaillé "la séquence relativement longue" depuis l'annonce par Emmanuel Macron d'une grande loi sur la dépendance, en 2018.

"L'enthousiasme et les perspectives positives ouvertes par le rapport Libault ont été un petit peu, je ne vais pas dire 'douchés', mais il y a une forme d'attentisme" a-t-il tout de suite lancé.

Evoquant [les inquiétudes de calendrier](#), il a déploré, depuis fin mars, l'absence de signe "d'un travail méthodique, classique, d'arbitrage".

Rappelant que le rapport de Dominique Libault contient "[175 propositions](#)", il a fait remarquer qu'en temps normal, "à un moment, le pouvoir politique arbitre ou demande des approfondissements sur tel ou tel point, et on pouvait s'attendre avec la richesse des propositions du rapport [...] – dont certaines ne sont pas anodines, comme [la fusion des sections soins et dépendance](#) [dans la tarification des Ehpad] –, à ce qu'il y ait un travail technico-politique d'arbitrage, d'affinage. Or, à ce stade, on n'a pas vu se multiplier les groupes de travail – ou le prolongement des groupes préparatoires au rapport Libault – sur la base d'un arbitrage politique".

Regrettant, après la remise du rapport Libault, l'absence de "discours 'grandes perspectives' qui donne [les orientations retenues]", Jérôme Guedj a estimé que, après "une phase de concertation très participative", le travail sur la loi se faisait "probablement en 'chambre'", et que ne pas savoir "où s'opère ce travail génère quelques interrogations et frustrations".

Quant à [la mission El Khomri](#), qui doit remettre son rapport [le 29 octobre](#), c'est certes la preuve qu'Agnès Buzyn a retenu "la question de l'attractivité des métiers du grand âge", mais "elle a dit qu'elle allait 'très vite' y travailler, mais le 'très vite' a été relatif entre fin mars et [début juillet](#)", a-t-il encore taclé.

Autre "grande attente générée", les propos du premier ministre Edouard Philippe en juin, sur le fait que la future loi sera "[le marqueur social du quinquennat](#)".

Or, Jérôme Guedj a rappelé que la concertation 'grand âge et autonomie' a été télescopée par le mouvement des gilets jaunes et le grand débat national, ce dernier s'étant "traduit par des réponses budgétaires non négligeables" ayant, peut-être, "obéré des marges de manoeuvre" pour le grand âge.

### Besoin d'une "vision politique" sur dix ans

Dans ce contexte, "il y a deux manières d'appréhender les choses", a-t-il analysé.

"Attendre, ou continuer d'une certaine manière à faire vivre ce qui a permis toute cette séquence-là, née d'un rapport de force politique", a-t-il encouragé, citant "[la lettre](#)" envoyée par plusieurs fédérations au premier ministre et à Agnès Buzyn, et qui demande l'affectation dès 2020 d'une part de la contribution pour le remboursement de la dette sociale (CRDS) à l'accompagnement du grand âge.

"Ma conviction, c'est qu'il ne faut pas tout attendre d'une loi [...]. Parce que si c'est vraiment une loi de programmation ou d'orientation, qui embrasse sur plusieurs années, ce n'est pas une loi toute seule qui va régler les choses", a assuré le conseiller départemental de l'Essonne.

Et d'autant plus que, malgré "des mesures supplémentaires", [le projet de loi de financement de la sécurité sociale \(PLFSS\) pour 2020](#), n'est pas "un PLFSS d'anticipation de la mise en place de la loi", a-t-il assené.

"Ce que j'attends aujourd'hui [...], c'est une vision politique, mais pas sur un an ou deux. Sur les dix années qui viennent, et qui nous dit 'voilà ce qu'on va faire' car on va monter en puissance forcément progressivement. Ce ne sera pas que dans une seule loi. Il y aura des PLFSS tous les ans, des sujets relatifs au code de l'action sociale et des familles", a listé Jérôme Guedj.

"Il y a plein d'autres sujets. La gouvernance, savoir qui fait quoi entre l'ARS [agence régionale de santé] et le département, ce n'est pas cette loi qui va le trancher", a-t-il insisté.

"Je ne veux pas qu'on ait une sorte de pointillisme de la réforme, consistant à faire des mesures là sur les aidants, un petit bout sur la médicalisation dans les Ehpad... il faut une vision globale [...] et pour l'instant il nous manque ça, de manière assez étonnante", a-t-il poursuivi.

Entre les sujets d'actualité comme "la crise des urgences" et "la réforme des retraites, on sent bien que glisse et ripe dans le calendrier la grande réforme 'grand âge et autonomie', mais il ne faut pas que le soufflé retombe dans son alimentation", a-t-il répété, disant que [le think tank Matière\(s\) grise\(s\)](#), dont il est co-responsable, allait "écrire son plan 'grand âge et autonomie', ce qu'on voudrait voir fait et qui ne procède pas d'une seule loi".

"L'important c'est de mettre sous tension la société, et parfois ça ne passe pas par des dispositions législatives. Si on parle d'un plan 'grand âge et autonomie' ça veut dire une politique forcément interministérielle, ces questions ne sont pas que médico-sociales, notamment si on veut mettre en avant les questions de prévention", a-t-il ajouté.

"Il faut maintenir une forme de pression citoyenne et sortir ce sujet de la seule revendication des sachants et des acteurs du secteur", a conclu Jérôme Guedj.

### Agnès Buzyn "championne de la concertation et reine de l'inaction"

Didier Sapy, directeur général de la Fédération nationale avenir et qualité de vie des personnes âgées (Fnaqpa), a lui aussi incité à "ne pas tout attendre" de la future loi. Et "quand on [l']aura, ce ne sera pas fini, et il faudra continuer de travailler pour obtenir les résultats attendus par le rapport Libault".

Il a dit avoir "l'impression qu'Agnès Buzyn a beaucoup de mal à passer du temps de la concertation au temps politique".

Revenant sur "la qualité" du rapport Libault, il s'est dit "persuadé" que Myriam El Khomri livrera sur les métiers "des propositions de très très bonne facture, mais je ne sais toujours pas ce que la ministre va en faire".

Dénonçant "un foutage de gueule" concernant "la communication" faite sur le PLFSS, il a dit lui aussi avoir constaté que "s'il n'y a pas rien, notamment pour les Ehpad", il ne s'agit pas "d'un PLFSS d'amorçage" de la future loi.

Ainsi, "il n'y aura pas de moyens nouveaux sur cette loi en 2020, sauf à ce qu'elle soit votée très vite, ce qui est peu probable".

Assurant toutefois "[continuer] de croire qu'il va y avoir une grande loi de programmation", le directeur général de la Fnaqpa a répété que "le temps politique a du mal à démarrer", qualifiant Agnès Buzyn de "championne de la concertation et reine de l'inaction". Et il a souligné "qu'après le temps politique, on aura le temps technocratique, qui est parfois long".

Sur le financement, Didier Sapy a souligné qu'un potentiel fléchage de la CRDS "relève forcément d'un PLFSS" et qu'il "faudra attendre le PLFSS 2021 s'il ne passe pas sur celui-ci", encourageant à "essayer de convaincre les parlementaires d'y travailler".

cbe/nc

Claire Beziau